



**XAVIER RAUFER** (Publié janvier - février 2014)

## Le Vatican et les mafias

### **• *Le Pape François s'en prend ouvertement à la 'Ndrangheta, la puissante mafia calabraise. Quelles sont ses chances de réussite ?***

D'abord, un mot sur : "puissante" mafia calabraise. Est-elle "puissante" ou pas ? Nul ne sait - surtout pas ceux qui répandent ces bobards. Comment en effet mesurer la "puissance" d'une mafia ? Lors d'un concours de boules ? Non : des journalistes (Italiens) disent "puissante"... ou "la plus forte des trois mafias du sud de l'Italie" (Cosa Nostra, Camorra, Ndrangheta), car la police le leur affirme. Mais quelle est l'objectivité de l'anti-mafia quand elle "informe" ainsi des journalistes ? Nulle : la police n'est pas une agence de presse mais une instance répressive dont les chefs font carrière - donc doivent contenter leur ministre.

Le cynique stratagème est le suivant : on choisit une mafia, une "famille" mafieuse ou un chef mafieux, sur lesquels on est bien informé, qu'on est sûr de "dégringoler" dans l'avenir.

- *Un*, raconter aux journalistes que ce clan... ce *capo*... sont très dangereux... Leur faire une réputation d'enfer (vraie ou non, qu'importe)... L'info circule... le ministre tremble, l'opinion s'alarme... mais que fait la police (anti-mafia) ?

- *Deux*, coïncidence ! Peu après, l'anti-mafia "tombe" le clan ou le capo en cause. L'opinion est ravie, le ministre campe à la télé - et le commissaire anti-mafia a une jolie promotion. Voici les limites de notre science sur la "puissance" de la Ndrangheta.

L'Eglise ? Distinguons Rome des bourgs mafieux du *Mezzogiorno*. Rome ne peut accepter la violence, l'homicide : Dieu est amour. D'où, de sévères et sincères condamnations papales. Au sud maintenant, prudence. Un prêtre se dresse contre la mafia ? Rome suit. Un héros, voire un martyr, ne font pas de mal. Puis, en terre mafieuse, cette pénible sensation de toujours piloter en double commande... L'œil de Caïn au fond du confessionnal...

Et durant la Guerre froide, surtout pour une Eglise à vocation éternelle, la nécessité d'arbitrages... La Démocratie chrétienne (DC) protège le Vatican du Satan communiste-athée... De Naples à Palerme en passant par Reggio, cette même DC fréquente de drôles de paroissiens ? Regardons ailleurs, protestons bas. Rien de ces terrestres turpitudes n'est éternel. Viendra bien un moment... De fait, depuis la décennie 1990, l'Eglise est plus vigoureusement anti-mafia : un Satan a chassé l'autre...

**• Voilà qui nous ramène aux liens entre religion et crime organisé. En effet, ces mafieux se veulent pieux, invoquent la protection de la Vierge Marie et vantent leurs œuvres sociales. Comment expliquer ce paradoxe ?**

Toute criminalité organisée et enracinée est par définition conservatrice, veut de l'ordre. Témoignage direct : dans l'Albanie chaotique des années 1990, ces chefs de clans locaux injuriés par leurs épouses : "Ha ! Le beau chef mafieux ! La petite coursée en allant chercher le pain... ma voiture brûlée par des voyous ! Incapable !"

Seul *hic* : cet ordre est celui qu'elle exerce depuis les décors, en discret marionnettiste. Qu'on laisse cette mafia se goinfrer paisiblement d'argent. Qu'elle puisse "arranger" les élections, émasculer la justice. Toute mafia est parasitaire : elle ne veut pas exercer le pouvoir politique, elle le veut en douce, à sa main. Pour ça, tout flexible parti local convient : modérés en Sicile ou à Naples - même, des communistes en Calabre ! Oh, pas vraiment Staline, plutôt don Camillo-Peppone.

Enfin, les mafias italiennes sont rurales (sauf la Camorra de Naples, plus urbaine). De petites villes... Tous à l'église le dimanche, mafieux y compris bien sûr. Mais dans le subtil... Je puis *de visu* témoigner qu'en Sicile occidentale, tous les mafieux sont connus. La trouille qu'ils inspirent... Pas besoin d'uniforme ! Mais hormis cet impalpable élément, sur quoi fonder sérieusement une condamnation en chaire ? Une excommunication ?

Donc : patience et longueur de temps. Cela vaut pour le curé de Sicile, pour le mufti d'Albanie ou d'Istanbul - voire, on l'a vu récemment, pour de pittoresques rabbins séfarades d'Israël. Dieu ou César ! A Rome, certes - mais à Trapani, faut bien vivre... En attendant bien sûr de remettre les pendules à l'heure. Or avec l'éternité devant soi, ce moment finit toujours par arriver...

## **Encore et toujours Mme Taubira**

**• Las d'arrêter des malfaiteurs aussitôt remis en liberté, la police et la gendarmerie ont le moral dans les chaussettes. Mme Taubira paraît catalyser ce ressentiment. Ne fait-elle pas un épouvantail trop facile ?**

Affirmons d'abord sereinement ceci : si, au lieu de ce qu'elle est, Mme Taubira se présentait à nos yeux comme une longiligne et blonde athlète aux yeux d'azur ; d'évidence, sa politique n'en serait ni plus ni moins néfaste. Maintenant, le fond : d'origine, la Garde des sceaux et sa cour persistent à dédaigner le monde extérieur ; à ignorer le résultat des politiques judiciaires positives appliquées dans de grands Etats de droit. A ce titre, l'aveugle politique de Mme Taubira est donc néfaste en soi. Pas besoin de bouc émissaire : comme garde des Sceaux, elle est responsable de ses paroles comme de ses actes et doit en rendre compte - si l'exercice ministériel a un sens.

Depuis deux ans, police et gendarmerie s'échinent à attraper des malfaiteurs et à les livrer à un appareil judiciaire qui fuit par tous les bouts. Entre ceux : qui sont

trop jeunes... dont des juges naïfs font des victimes... pour qui on n'a pas de place en prison... à qui l'on donne du sursis ou une peine alternative... que l'on condamne, certes à la "prison ferme" mais "sans mandat de dépôt" - astuce permettant au "condamné" de quitter le tribunal libre comme l'air et les mains dans les poches - la justice française ressemble vraiment à une passoire. En France métropolitaine, on a ainsi de 80 000 à 100 000 malfaiteurs condamnés à la prison - et qui n'y sont pas. Ce, sans décompter les bandits nomades, par définition plus évanescents encore.

**• Cette culture de l'excuse que vous dénoncez si souvent, quels en sont les fondements philosophiques et politiques ?**

Pour la "culture de l'excuse", la misère sociale est l'unique origine du crime - les voyous n'étant que "de malheureuses victimes de l'exclusion et du racisme". Cette bouffonnerie soixante-huitarde baigne dans le déni du réel criminel, dans la commisération envers des agresseurs, des braqueurs et des assassins. Les pires crimes y deviennent des "performances viriles et transgressives", provoquées par "des impasses pour l'accès à l'estime de soi" et "un déficit de gratification". Les victimes des racailles : vieilles dames, handicapés, etc. ? Pour ces sociologues-critiques, ce sont des "cibles par défaut qui maîtrisent moins les stratégies de mobilité".

Mais, les années passant, la rengaine de la-faute-de-la-société devient inaudible. Même à gauche, des ruptures s'opèrent avec cette doctrine ; des appels au réalisme criminel se multiplient. Le premier, Malek Boutih déclare fin 2010 "Quand je regarde le centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis... Je constate que la proportion de jeunes des minorités visibles, Africains, Maghrébins, est exceptionnel par rapport à ce qu'ils représentent dans la société française". (*On n'est pas couchés*, 10/11/2010).

Mieux encore : en janvier 2013, le site (de gauche) *Rue 89* publie une étude de Jean-Claude Sommaire, ex-secrétaire général du Haut Conseil à l'Immigration (extraits) : "*Dans tous les quartiers sensibles et au-delà... les violences à l'égard des personnes ont augmenté... (Une) délinquance, dont il n'est plus possible d'ignorer que les auteurs sont très souvent d'origine maghrébine et, de plus en plus, africaine subsaharienne... Une tendance à une ghettoïsation de beaucoup de quartiers que l'on continue, par nostalgie, à qualifier de populaires alors que nul n'a vraiment envie d'y habiter... Cette réalité de la sur-délinquance des jeunes issus de l'immigration... gagnerait aujourd'hui à ne plus être occultée au prétexte de ne pas stigmatiser les populations concernées. En effet ce sont ces dernières qui, en assistant souvent impuissantes à la dérive de leurs enfants, sont les premières victimes de cette trompeuse bienveillance.*" Propos qui nous ravissent, mais constituent pour les Diafoirus-sociologues un vrai camouflet.

**• Dans les prochaines élections municipales et européennes, quel sera, d'après vous, le poids de la question sécuritaire ?**

Ce que veulent les Français est simple : que leurs enfants trouvent un emploi décent, que leur fille puisse chercher le pain sans se faire courser ; enfin,

retrouver leur voiture intacte le lendemain, là où ils l'ont garée la veille au soir. Tels sont les desiderata fondamentaux d'une majorité de Français - d'abord, de ceux qui vivent dans les fameux "quartiers sensibles". Ajoutons que des promesses en la matière, ils en ont déjà entendu des centaines ! Voici selon moi les paramètres à partir desquels ils voteront bientôt.

## **Les clans nomades criminalisés**

***• Huit "Roumains", certains armés de haches, sont interpellés en flagrant délit lundi, alors qu'ils braquaient une bijouterie près des Champs-Élysées à Paris. S'ils n'en sont pas à leur coup d'essai, leur mode opératoire est relativement nouveau en France ?***

A Paris, c'est le second pillage par la même équipe. Le premier, c'était en octobre 2013, rue de la Paix. Notons d'abord l'insondable mépris qu'éprouvent ces malfaiteurs pour les instances françaises de répression : cette première attaque s'est produite à 200 mètres du ministère de la Justice et du bureau de Mme Taubira.

Mais ces attaques "*smash and grab*" (fracasse et rafle), sont fréquentes ailleurs en Europe, notamment à Londres depuis 2010. A chaque fois, 5 ou 6, voire 15 individus, se ruent en meute sur une bijouterie, fracassant des vitrines devant des employés pétrifiés par la surprise et la primitive brutalité de l'acte ; et fuient enfin comme une volée de moineaux, des bijoux ou montres plein les poches. Il y a bien sûr des arrestations - inévitables avec un tel *modus operandi*, que ces bandits subissent avec fatalisme. Ils se débattent certes, mais pas dans le genre farouche, tant pis si j'y laisse ma peau.

Ces interpellés étaient Roumains de nationalité, en général issus de clans nomades criminalisés. De tels "*smash and grab*" sont fréquents en Europe depuis 2010 ; on sait qui sont les bandits et d'où ils viennent. Donc, en octobre 2013 à Paris, on est surpris de voir le porte-parole de la police tomber des nues devant la "nouveau-té" de telles attaques, et l'impréparation flagrante des professionnels de la bijouterie-joaillerie devant de tels actes.

Les instances de répression et les syndicats professionnels devraient un jour réaliser qu'il n'y a plus de frontières en Europe, que les bandits entrent à leur guise dans une France sans frontières et que si un "*smash and grab*" advient à Londres, 2h d'Eurostar à l'est il y a Paris et qu'ainsi, mieux vaut se préparer.

***• Quel amateurisme ! Certains d'entre eux testent coincés dans le sas de sécurité, ne pouvant plus ni entrer ni sortir... Qui sont ces gens ?***

Les stratèges de telles opérations sont de grands professionnels, sachant où écouler les bijoux, comment couvrir leurs traces, etc. Les exécutants, les jeunes bandits du terrain, apprécient lucidement le risque. Les chefs comme les troupes connaissent le laxisme de la justice-Taubira. Comme en France, la police et la gendarmerie font encore leur boulot proprement, ces bandits savent leur arrestation probable, mais qu'ensuite la justice les élargira au nom de la "culture

de l'excuse"... pauvres victimes de l'exclusion et du racisme... j'ai volé car j'avais faim... Toute ma famille à nourrir... et autres bobards que les juges-Taubira avalent goulûment.

• **Comment lutter contre de tels desperados, sans doute fort dangereux ?**

Mais on sait très bien comment faire ! Preuve : les 8 de lundi étaient repérés et suivis depuis leur arrivée sur le territoire français. Dès le flagrant délit manifeste, à la première vitrine attaquée à la hache, ils ont été cueillis par ceux qui les filaient et n'attendaient que ça. En France, le seul problème est un affligeant laxisme judiciaire. Désormais pour notre justice, tous les prétextes sont bons pour élargir les malfaiteurs, y compris même les auteurs de vols à main armée - et attaquer une bijouterie avec une hache est un vol à main armée.

Donc, pas besoin d'être grand criminologue pour prédire le futur, en liberté, de tels auteurs de "smash and grab" : ils réitéreront en France ou en Europe. Ce, selon la seule intangible loi criminologique, l'effet de déplacement, fondé sur un basique raisonnement coût-bénéfice : là ou cela rapporte le plus et où le risque carcéral est minime. Or la France est un pays riche avec une justice-passoire. Attendons sereinement les statistiques criminelles de l'année 2013. Les résultats du laxisme-Taubira y apparaîtront de façon éclatante.

**Enfin (et comme d'usage) : Marseille !**

• **Déjà deux règlements de comptes mortels à Marseille depuis le début de l'année. Simple routine ou nouvelle guerre des gangs ?**

Si nous étions dans le domaine médical, et qu'il s'agisse d'un patient, on dirait que la situation s'explique par l'incapacité des instances régionales de répression - le problème dépasse Marseille - à poser à temps un *diagnostic* juste, puis à trouver ensuite le traitement adéquat.

A chaque homicide, on a le pénible sentiment que nombre des magistrats et policiers concernés sont dans le flottement... S'agit il d'un énième règlement de compte entre voyous ? D'un mari jaloux ? Ils "n'écartent aucune hypothèse"... peut-être ceci ou bien cela. L'impression d'instances répressives égarées, dominant mal leur sujet. Explication : la corruption car bien sûr, politique clanique et complicités toxiques provoquent fatalement le crime - à Naples ou à Marseille. Que se passe-t-il sur place qui, en fond de tableau, explique l'exubérance criminelle de la cité ?

Entre dix autres scandales, des marchés de sécurité ont été attribués aux sociétés d'un truand fiché au grand banditisme. Et n'oublions pas l'infiltration criminelle de l'Olympique de Marseille, ni les combines du Port autonome. Par capillarité, cette corruption atteint l'appareil policier et judiciaire régional - parfois, vers le sommet. Ainsi, les magistrats ne disent à Marseille plus rien de "chaud" et préparent à Paris les opérations contre le banditisme local.

Et la police ? La dernière fois qu'on a voulu arrêter un gros truand local, l'équipe venue de Paris a dû loger dans une lointaine caserne et prétendre traquer des "terroristes kurdes" pour détourner l'attention. Toute divulgation sur place et l'oiseau s'envolait - cela s'est d'ailleurs produit quatre fois en 2012. Tout cela affecte la lutte contre le milieu criminel Corso-Italien et pollue désormais celle, aussi cruciale, contre des clans maghrébins criminalisés du nord de Marseille.

***• L'emploi de la Kalachnikov semble se "démocratiser". Que conclure de cet usage désormais banal d'armes de guerre ?***

En 1999, de bonnes âmes ont éliminé M. Milosevic, qui maltraitait son peuple et ses voisins. Négligeant l'alerte des criminologues, ces dirigeants naïfs permirent alors à la mafia albanaise de se répandre en Europe. Les armes de guerre aussi - Dans certains coins d'Albanie, une *Kalach'* coûte dix fois moins cher qu'en Europe. D'où, l'afflux d'armes de guerre.

Récidive En 2012 : pour liquider le sinistre Khadafi (que nul ne pleure), on a bombardé vingt arsenaux. Par centaines de caisses, un armement de tout type a ensuite traîné sur le sable, à disposition de qui voulait se servir. Résultat garanti : peu après, nombre de ces armes arrivaient en Europe, pour être vendues au milieu criminel. "Gouverner, c'est prévoir", dit au XIX<sup>e</sup> siècle le publiciste Emile de Girardin. Eliminer des dictateurs, soit - mais après ? Les armes traînant dans le sable ? Rien n'a été prévu - et ces armes déferlent chez nous.

***• Quand les voyous s'entretuent, que peut faire la police ? Intervenir ? Ou compter les morts à la fin du match ?***

En tout cas, on ne pourra longtemps continuer comme maintenant. Alors que péniblement, les Etats-Unis renoncent à leurs conflits métaphysiques (« Guerre à la terreur »... Guerre à la drogue ») pour cause d'échec complet, on s'est lancé Marseille dans une « guerre aux Kalachnikov », qui n'a pas plus de chance de réussir. Seul le renseignement criminel pacifiera Marseille ; seul, il donne une connaissance intime et prédictive des bandes et bandits. A son tour, ce savoir assure des embuscades, donc des flagrants délits : capturer les voyous avec de grosses quantités de drogue, ou les armes en main. Non se borner à compter par terre les cadavres criblés de balles, comme on le fait trop souvent. ■